

Bruxelles, le 9 octobre 2019

Analyse MAHA 2018

25^e édition de l'analyse sectorielle des hôpitaux généraux et universitaires en Belgique:

Moins d'hôpitaux dans le rouge, mais la situation reste préoccupante.

Pour la 25^e fois consécutive, Belfius examine la santé financière des hôpitaux généraux en Belgique. Pour cette édition également, tous les hôpitaux (publics et privés) de Belgique ont mis leurs chiffres à disposition.

La création des réseaux induit une profonde transformation du paysage hospitalier. Celui-ci est confronté à des défis de taille. Dans un contexte macroéconomique défavorable et sans oublier les exercices budgétaires précaires, il s'avère absolument indispensable de maintenir le coût des soins de santé sous contrôle. Les résultats MAHA montrent que la situation financière des hôpitaux demeure préoccupante. Les défis qui les attendent sont énormes: le vieillissement de la population, les polyopathologies et maladies chroniques toujours plus nombreuses, le changement des attentes des patients, les séjours hospitaliers plus courts mais toujours plus urgents, les innovations médicales de haute technologie...

Des réformes dans le mode de financement sont indispensables afin d'améliorer la santé financière des hôpitaux. La création de réseaux est l'un des éléments fondamentaux de la santé du futur, mais elle ne constitue pas une solution miracle. Dans les années qui viennent, le secteur aura besoin de prévisibilité budgétaire pour réaliser ces réformes dans un cadre stable, et d'investir de manière ciblée dans des projets à fort impact sur la qualité et l'efficacité des soins.

Résultat financier

L'exercice 2018 a de nouveau été faible pour les hôpitaux. Ensemble, ils réalisent un résultat d'exploitation de 230 millions et un chiffre d'affaires de 15,543 milliards. Abstraction faite des éléments exceptionnels, le résultat courant ne s'élève qu'à 31 millions. Tout comme l'an dernier, cela représente 0,2% du chiffre d'affaires. Cela signifie que la moindre perturbation des revenus peut avoir des conséquences catastrophiques dans le secteur. En outre, la capacité d'investissement nécessaire pour parer nos hôpitaux pour l'avenir est de ce fait sous pression.

Au total, quasi un hôpital sur trois est déficitaire (32%). Il s'agit d'une légère amélioration par rapport à l'an dernier. À l'époque, 44% des hôpitaux étaient dans le rouge. La position du cash-flow – qui indique dans quelle mesure les hôpitaux sont capables de respecter leurs engagements à court terme – s'est légèrement améliorée: 18% des hôpitaux sont confrontés à un cash-flow insuffisant et 2% à un cash-flow négatif. Cependant, cette amélioration n'est pas structurelle, mais elle est due au versement unique de montants de rattrapage en 2018.

Globalement, les hôpitaux généraux affichent un total du bilan de 20,7 milliards, soit une augmentation de 1,9%. Avec des fonds propres (sans dotations d'investissement) de 23%, la situation bilantaire dans sa totalité reste saine. Les emprunts à long terme représentent 6,5 milliards, soit 33% du bilan, une diminution en comparaison avec l'année précédente. Les dettes à court terme ont, certes, augmenté de 125 millions d'euros (+ 41%) mais elles ne représentent que 5,7% des dettes totales. Cependant, il existe de grandes disparités entre les hôpitaux.

En 2018 également, le chiffre d'affaires a augmenté (+ 5,2%) pour s'établir à 15,5 milliards. Cela s'explique principalement par des produits pharmaceutiques et des traitements innovants, qui ont augmenté de 10,7%, notamment pour l'oncologie et l'immunothérapie. Les honoraires plus élevés des médecins ont également contribué substantiellement à la hausse du chiffre d'affaires. Ils se sont accrus de 5,3% pour s'établir à 6,4 milliards.

Les frais de personnel restent sous contrôle: avec une hausse de 3,1%, ils enregistrent une évolution inférieure à celle du chiffre d'affaires. Cette augmentation porte tant sur le nombre d'ETP que sur leur coût.

Il faut à nouveau remarquer que les bénéfices réalisés par la pharmacie et les services médico-techniques contribuent à la santé financière des hôpitaux. Les honoraires des médecins sont également utilisés pour équilibrer les comptes. Cette solidarité se marque différemment d'un hôpital à l'autre, de telle sorte qu'il est très difficile de comparer les institutions.

La transition vers l'hospitalisation de jour se poursuit. En effet, 60% des hospitalisations se font en hôpital de jour, tandis que le nombre de journées d'hospitalisation classiques continue à diminuer. Pour pouvoir faire baisser le nombre de lits justifiés dans les prochaines années, il conviendra de toujours tabler sur les hospitalisations de jour, les formes de soins alternatives (hôtels de soins, hospitalisation à domicile...) d'organiser davantage les soins à domicile et d'améliorer la diffusion électronique des données des patients.

La dynamique d'investissement de ces dernières années a fortement ralenti en 2018: les investissements ont baissé de 19%. Au cours de la période écoulée, ce sont surtout quelques grands projets de construction qui ont fait la part belle aux investissements dans le secteur. Les hôpitaux se trouvent également dans une période de transition où les entités fédérées mettent de nouveaux mécanismes sur pied en vue du financement des infrastructures. L'an dernier, les hôpitaux ont investi proportionnellement davantage dans l'équipement informatique nécessaire pour permettre la mutation vers des soins de santé où la gestion et l'échange des données des patients joueront un rôle de plus en plus important. La nécessité de renouveler l'infrastructure et les équipements médicaux va s'intensifier ces prochaines années. En termes d'investissements également, il existe de grandes différences entre les hôpitaux: certains ont fortement investi tandis que d'autres ont négligé de le faire ou l'ont déjà fait.

Avenir: les réseaux sont indispensables, mais ce n'est pas tout

Voici déjà plusieurs décennies que les hôpitaux belges évoluent, d'entités individuelles et autonomes vers des organisations de soins plus larges qui collaborent entre elles. L'idée de grouper les hôpitaux en réseaux a vu le jour afin de garantir le maintien de la qualité, de rationaliser le secteur hospitalier et de contrer une surenchère concurrentielle. L'objectif était notamment de ne plus offrir tous les soins dans chaque hôpital mais, au contraire, de créer des centres de référence qui peuvent proposer une aide véritablement spécialisée dans des maladies spécifiques.

En dépit de l'énergie énorme déjà consacrée à l'organisation de ces réseaux par le secteur, il reste des discussions difficiles à mener, notamment, sur la façon dont la gouvernance sera organisée et sur la question de savoir quels soins seront dispensés à quel endroit. À cela s'ajoute qu'il est nécessaire d'élaborer une législation, au niveau tant fédéral que régional, pour permettre effectivement la création de ces réseaux dans la pratique. Il est urgent de développer ces formes de collaboration et les autorités doivent jouer leur rôle pour les concrétiser.



Par ailleurs, il est évident que ces réseaux ne sont pas, en soi, la solution miracle qui permettra de redresser l'ensemble du secteur hospitalier. Le secteur des soins de santé dans son ensemble sera confronté à des défis gigantesques ces prochaines années. La réforme fondamentale du système actuel de financement des hôpitaux est cruciale pour réussir la transition vers un paysage des soins de santé remanié. Il reste encore de multiples obstacles à surmonter, par exemple, la législation TVA, le droit du travail, ou la faculté de fusionner certaines activités. Un système performant de gestion des données des patients constitue également une condition sine qua non.

Contact presse

Ulrike Pommee

ulrike.pommee@belfius.be / press@belfius.be

02 222 02 57

www.belfius.be

